

Pas en notre nom, jamais en notre nom : conversation avec des dirigeants religieux musulmans, en écho à la sagesse d'un souverain pontife

Par la professeure Azza Karam

Azza Karam est la Secrétaire Générale de Religions Pour la Paix (#Religions4Peace – www.rfp.org) ; elle enseigne la religion et le développement à la Vrije Universiteit d'Amsterdam, aux Pays-Bas.

Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, lors d'une rencontre avec des responsables religieux en avril 2020 au gurdwārā de Kartapur Sabib, dans la province pakistanaise du Punjab. Le Secrétaire Général de l'ONU a enjoint les chefs religieux de toutes les confessions à unir leurs forces afin d'œuvrer pour la paix dans le monde et se concentrer sur le combat commun contre le Covid-19. Crédit : UN Photo/Mark Garten

NEW YORK, 26 octobre 2020 (IPS) – Pour reprendre les propos du Grand Imam d'Al-Azhar, Ahmed Al-Tayeb, prononcés le 20 octobre : « En tant que musulman et en tant que Grand Imam d'Al-Azhar, je déclare devant le Dieu Tout-Puissant que je me désolidarise – et que je désolidarise les préceptes de la religion islamique et les enseignements du Prophète de la Miséricorde, le Prophète Mahomet (pbsl) – de cet acte terroriste atroce, et de quiconque cautionnerait cette idéologie déviante et mensongère.

Cela étant dit, je réaffirme qu'insulter une religion et injurier des symboles religieux sacrés au nom de la liberté d'expression, sont des formes de terrorisme intellectuel, et constituent un appel à la haine manifeste. Ce terroriste, ainsi que ses semblables, ne saurait être un représentant de la religion authentique du Prophète Mahomet (pbsl). Tout comme le terroriste de Nouvelle-Zélande, qui a abattu des musulmans priant à la mosquée, ne saurait être un représentant de la religion de Jésus, que la paix soit avec lui. En effet, toutes les religions interdisent de prendre des vies innocentes. »

Ces paroles du Grand Imam d'Al-Azhar Al-Sharif – le foyer intellectuel de l'Islam sunnite, qui en constitue une base de connaissance historique et l'un des épacentres politiques – ont été prononcées à l'occasion d'un congrès en cours organisé par la Communauté de Sant'Egidio, intitulé « Personne ne se sauve tout seul – Paix et Fraternité ».

C'est le Juge Mohammed Abdel Salam qui les a reprises lors de ces rencontres. Premier musulman à avoir présenté une encyclique du pape (en Octobre 2020), il est également le premier musulman à s'être vu attribuer le grade de « Commandeur avec plaque de l'Ordre de Pie IX » par le pape, en récompense du rôle prépondérant qu'il a joué et des efforts qu'il a investis dans la promotion du dialogue interreligieux et des relations entre Al-Azhar et l'Église Catholique (en mars 2019).

Le Juge Mohammed Abdel Salam est le Secrétaire Général du Haut Comité de la Fraternité humaine, et il représente le Grand Imam à l'Assemblée Mondiale (conseil exécutif) de Religions

Pour la Paix, une organisation multireligieuse cinquantenaire réunissant l'ensemble des institutions religieuses et des communautés spirituelles internationales – de fait, une « ONU des religions ».

Et pourtant, ces mots semblent devoir être ressassés encore et toujours. Nombreux sont les musulmans qui vivent dans la peur quotidienne de voir faire les gros titres un énième acte de violence inqualifiable, perpétré par un (des) fanatique(s) prétendant avoir agi au nom de l'« Islam ».

Et nombreux sont les musulmans qui n'en finissent plus d'entendre ces deux mêmes ritournelles émaner du monde occidental : « où est la condamnation ? » et, plus insidieuse encore, cette assurance qu'« il doit bien y avoir quelque chose dans cette religion qui rend ces actes de violence à répétition... possibles ».

Certains discours, entretenus par les gouvernements occidentaux, vont jusqu'à décrire un « extrémisme islamique », ne faisant qu'ajouter au sentiment de victimisation éprouvé par beaucoup de musulmans, et renforçant du même coup la portée de l'idée selon laquelle la religion en elle-même serait capable d'extrémisme.

Aucune religion en soi n'est capable de rien. On vit une religion. Dans sa dernière encyclique, « Fratelli Tutti » (au chapitre 8 « Religion et Fraternité »), le souverain pontife rappelle que « Les religions [sont] au service de la fraternité dans notre monde », et martèle que le terrorisme ne s'explique pas par la religion, mais bien par l'interprétation erronée de textes religieux, ainsi que par des « politiques liées à la faim, à la pauvreté, à l'injustice, à l'oppression » (paragraphe 282-283).

L'encyclique maintient qu'un cheminement pacifique d'une religion à l'autre est possible, et qu'il est en conséquence nécessaire de garantir la liberté de culte, un droit humain fondamental pour tout croyant (paragraphe 279).

Les musulmans – dirigeants, laïcs, communautés, et nombre d'institutions – ont condamné, continuent à condamner, et condamneront toujours la violence exercée au nom de leur foi.

L'Imam Sayyed Razawi, Secrétaire Général de la Scottish Ahl al-Bayt Society et membre du conseil d'administration de Religions pour la Paix, note qu'« étant donné que l'Islam n'encourage pas à faire du mal à son prochain, se pose la question des motivations d'un individu, se proclamant musulman, à enfreindre les limites de la loi posées par sa foi et son pays pour commettre un tel crime.

Il ne fait aucun doute que les musulmans, qu'ils soient en France ou dans le monde entier, souffrent de voir leur Prophète ainsi insulté. Cela ne justifie cependant en rien une rupture avec les principes justement énoncés par l'Islam en prévention de tels actes. »

Le Juge Abdel Salam et l'Imam Razawi ont sensiblement le même âge. Le premier vit dans le monde arabe, le second en Occident. Tous deux sont des chefs religieux musulmans, tous deux sont spécialistes de la jurisprudence islamique, et ont reçu les traditions de l'Islam en apprentissage. Tous deux n'ont cessé de répéter, au travers de nombreux discours et congrès, et dans de nombreux contextes, qu'ils puisent leur motivation dans le service de l'humanité.

L'Imam Sayed Razawi est toujours convaincu que se mettre au service de l'humanité nous engage sur un chemin qui, bien qu'on lui assigne différents noms, mène d'une manière générale aux mêmes finalités : le dialogue interconfessionnel et interreligieux, et/ou la collaboration entre diverses confessions. L'ambition ultime a toujours été, et continue d'être aujourd'hui, la poursuite d'une existence en harmonie avec l'Autre.

Pour ces deux responsables religieux, et pour des millions d'autres musulmans, c'est du Prophète Mahomet (pbsl) que provient la force de réasséner un message lancinant : de telles atrocités ne sont pas commises en notre nom. Le Prophète qui, avant même de le devenir, dialoguait déjà avec des personnes issues de religions et de milieux divers. Un marchand, employé par une femme – qui deviendrait plus tard sa femme après qu'elle lui a demandé sa main – et qui s'attachait fervemment à se montrer honnête et digne de confiance.

« À tel point, explique Razawi, que juifs, chrétiens et païens sans distinction lui confiaient ce qu'ils avaient de plus cher, convaincus de placer leurs biens entre de bonnes mains. En tant que Prophète, Mahomet a bâti une ville au sein de laquelle les musulmans vivaient en bonne intelligence avec les juifs, les chrétiens, les sabéens et les païens. Tous ces enseignements ont conduit à la naissance d'une civilisation fondée précisément sur ces mêmes principes : la coexistence et la paix. »

L'Iman comme le Juge confient la souffrance qui est la leur lorsque surviennent des actes similaires à celui de Paris. Ils maintiennent inlassablement, et tant d'autres avec eux, qu'« il est essentiel de répéter et de continuer à répéter que ce ne sont pas là les préceptes de l'Islam, ni ceux du Prophète, et que ce ne sont pas non plus des interprétations des principes fondamentaux de l'Islam ».

Ces atrocités vont à l'encontre de leurs croyances, de ce qu'ils vivent au quotidien, et de ce qu'ils prêchent, à savoir : une coexistence pacifique, la réconciliation, et le respect des lois de la terre qui nous accueille, sans parler de la nécessité de brandir haut les vertus que sont la compassion, l'amour, et le pardon.

L'un comme l'autre s'évertue à le dire et le redire : les actes de violence ne sont pas représentatifs d'une religion dont les responsables ont toujours rappelé la nécessité d'« aimer son prochain », car selon l'Imam Razawi, « soit une personne est votre frère dans la foi, soit elle est votre égal dans votre humanité ».

Pourquoi, alors, commettre un tel acte, quand bien même il est contraire aux principes de la foi dont se réclame son auteur ?

Voilà la question que les responsables politiques laïcs omettent de poser. Ou peut-être la posent-ils derrière les portes closes, dans le secret de cabinets où domine une écrasante indifférence envers la religion et le sentiment religieux.

Ou bien encore, peut-être est-elle posée par les « technocrates » religieux (ceux qui travaillent sur la religion dans des espaces laïcs) et/ou par des bureaucrates laïcs s'appliquant à instrumentaliser les croyances religieuses pour défendre la « sécurité nationale ».

Mais cette question, tous les dirigeants religieux la posent, et la reposent à l'envi. Et une fois encore, les réponses résident dans ce que le « Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune » appelle de ses vœux, de même que le Pape dans la conclusion de son encyclique : « nous sommes faits pour l'amour » (paragraphe 88), or l'amour construit des ponts.

Mais comment construire des ponts grâce à l'amour ? Religions Pour la Paix s'y attèle depuis cinq décennies, par le biais de quelque 96 Assemblées interreligieuses nationales et régionales, réunissant chaque fois des représentants de toutes les confessions.

En 2019, 250 dirigeants religieux se sont engagés à bâtir ces ponts en se mettant au service des Objectifs de développement durable.

Lorsque l'épidémie de Covid-19 s'est déclarée, Religions Pour la Paix a mis en place un Fonds humanitaire multiconfessionnel, venant en appui des initiatives conjointes des communautés religieuses auprès de l'ensemble de la population. Les responsables religieux l'ont bien compris : rien ne sert d'œuvrer pour atteindre les ODD sans que soit mis en place un mécanisme pour rassembler et coordonner leurs efforts axés sur la cohésion sociale (dans un monde en perdition). Et ce, dans la nouvelle normalité qui est la nôtre : celle de la crise humanitaire.

La lutte contre le Covid offre l'occasion de travailler ensemble et de s'élever au-dessus des divergences religieuses et institutionnelles, pour édifier des ponts d'amour. L'appel humanitaire est aujourd'hui entendu, comme il ne l'a jamais été auparavant, par les intervenants œuvrant en première ligne en situations de crise – les institutions et les ONG religieuses. Mais très peu d'entre elles collaborent réellement, c'est-à-dire mettent en commun leurs ressources pour servir ensemble.

Nous pouvons continuer à nous réunir pour évoquer la reconstruction, et la singularité de la foi (ou des acteurs économiques, ou de ceux de la société civile). Mais nous serons toujours confrontés à d'innombrables actes de violence (imputés à la religion) commis par ceux dont le sentiment éprouvé de marginalisation se renforce un peu plus chaque jour.

Nous pouvons choisir de continuer à servir nos propres intérêts, notre propre visibilité organisationnelle et territoriale, pendant que des anonymes continuent de mourir par centaines de milliers – et de souffrir par millions – à cause d'une dégradation planétaire dont nous partageons tous la responsabilité.

Ou bien nous pouvons répondre présent à l'appel multireligieux – à l'impératif multireligieux – et rassembler nos ressources financières, humaines et spirituelles, pour construire des ponts grâce à l'amour. Le choix nous appartient.